

Quelle discipline budgétaire pour relancer la machine ?

PAR MARCIVALDI



Marc Ivaldi, Directeur d'Études à l'EHESS, économiste à la Toulouse School of Economics (TSE) revient sur le débat qui oppose partisans et opposants à la réduction des déficits publics.

En apparence cela se calme sur les marchés financiers. Les bourses ont le moral au beau fixe. On le doit aux actions de la BCE, institution que d'aucun vouait aux gémonies il n'y a pas si longtemps que cela. Mais toute cette monnaie qui est versée dans les marchés va-t-elle engendrer la croissance ou relancer l'inflation ? Est-ce un emplâtre sur une jambe de bois ? Est-ce le calme avant la tempête ? Profitons-en pour préparer l'économie réelle à affronter de nouveaux défis. Et pour cela commençons par le commencement, attaquons nous à la montagne de la dette publique. Evidemment la croissance serait la meilleure solution pour réduire le déficit public et le poids de la dette. Mais précisément, ce qui manque, c'est la croissance et la question est bien de trouver les recettes pour relancer la machine. Une dette qui dépasse les 90% du PIB et qui continue à croître est un frein à la croissance, comme les économistes Reinhart et Rogoff l'ont parfaitement établi. Pour réduire cette dette et pour remettre l'économie sur un sentier de croissance, deux points de vue s'opposent.

Pour les uns, les déficits d'aujourd'hui sont les dettes de demain. Et trop de dettes, c'est le risque de banqueroute de l'Etat qui entraîne les marchés dans une torpeur morbide, les taux d'intérêt à la hausse et les banques à ne plus prêter ; alors la crise financière s'installe et le moteur de l'économie s'arrête. Le remède : il faut réduire les déficits.

Pour les autres, quand le moteur montre des signes d'essoufflement, que l'on réduise sa consommation en réduisant les dépenses ou augmentant les taxes, on ne fait qu'aggraver le mal. Le moteur patine de plus en plus en raison d'une demande atone. Avec encore moins de croissance, la dette continue à augmenter. Le remède : il faut dépenser plus et emprunter plus. Ces deux points de vue macroéconomiques – tout en ayant leur part de vérité – sont trop opposés pour être crédibles. Que toute réduction du déficit soit ou bonne ou mauvaise n'est pas réaliste. Est-ce que la solution se situe au milieu ? Certainement pas. La solution passe par l'affirmation d'une stratégie économique claire et cohérente qui reconnaisse les impacts incitatifs des politiques publiques sur les choix et les décisions des citoyens.

De ce point de vue, il n'est pas inutile de rappeler les nombreuses études économiques montrant que l'effet « récessionniste » dû à une contraction des dépenses publiques est bien plus faible que celui engendré par une augmentation des impôts et taxes. Au-delà des débats techniques, ce résultat est la conséquence d'un effet différencié de la réduction du déficit sur les incitations à l'investissement et à la dépense privée. Quand l'Etat augmente les impôts il tend à défavoriser les

capacités et les désirs d'investissement des acteurs économiques et ce, probablement d'autant plus qu'on est proche du point où toute augmentation du taux de taxation se traduit par une augmentation plus que proportionnelle du coût de gestion des fonds publics. En revanche, si l'Etat maîtrise ou réduit ses dépenses, il indique aux acteurs économiques qu'il leur laisse le champ libre et donc tend à favoriser l'innovation et l'entrepreneuriat. Quelles leçons tirer de ces observations ? Premièrement, quand la dépense publique représente 60% de PIB en France, il y a certainement de quoi tailler dans le gras. On doit pouvoir couper dans des dépenses de fonctionnement sans affecter le niveau d'intervention des services sociaux qui relèvent de l'absolue nécessité.

Deuxièmement, la réduction des dépenses ne fait pas tout en elle-même ; les signaux qu'elle transmet ou qui l'accompagne sont autant de générateurs d'économies. Ainsi une meilleure gouvernance des universités, un renforcement des agences de régulation des marchés ou une simplification des structures politiques et administratives renforcent très certainement l'efficacité de la dépense publique et donc réduit son coût. La mise en concurrence ou la délégation de service public sont certainement préférables à la gestion publique directe.

Troisièmement, la réduction des dépenses ne doit pas se faire au détriment de l'investissement public. Il faut bien sûr que cet investissement soit efficacement orienté, ce qui suppose une bonne évaluation menée de façon transparente par des comités d'experts indépendants. Construire 2000 km de TGV en plus quand on a construit les 2000 km les plus rentables ne s'impose pas alors que les réseaux ferroviaires et routiers nationaux se dégradent presque inexorablement et que la région IDF et les grandes métropoles s'asphyxient par manque de réseaux de transport adaptés.

La réduction des déficits ne doit pas être perçue comme une punition mais comme un nouveau mode de vie, véritable remède qui nous guérira de notre addiction à la dette.